



New York, le 7 Décembre 2023

Débat ouvert: « La criminalité transnationale organisée : Des défis croissants, de nouvelles menaces »

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl,
Représentante permanente de la Suisse

Monsieur le Président,

Je vous remercie d'avoir organisé cette réunion et remercie également le Secrétaire général, la Directrice exécutive Waly, ainsi que la Professeure Cammett et Madame Nyanjura de leurs remarques.

Nous l'avons entendu, la criminalité organisée alimente et se nourrit de la violence. Il s'agit d'un cycle néfaste qui dépasse souvent les frontières. Qui met en péril les efforts des gouvernements nationaux et de ce Conseil en faveur de la paix et de la sécurité.

Ce Conseil l'a lui-même reconnu. L'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée, basée à Genève, a fait le compte : dans près de la moitié de ses résolutions en 2022, ce Conseil a mentionné le crime organisé et les marchés illicites.

Mais le crime organisé et la violence qu'il engendre ne sont pas une fatalité, Monsieur le Président. C'est à nous, dirigeants et dirigeantes politiques, de priver cette herbe nocive de son terreau.

Nocive, parce que la violence sème la peur dans les sociétés et érode leur confiance dans la capacité des institutions.

Nocive, parce que la violence mine les perspectives des jeunes et accroît les inégalités. L'inégalité entre les couches sociales, mais également entre les genres.

Nocive, parce que ces structures criminelles et les modèles de gouvernance patriarcaux se renforcent mutuellement et favorisent la violence sexuelle et fondée sur le genre, comme en témoignent les exposés d'aujourd'hui.

Cela nous amène à la conclusion suivante : nous devons miser sur la société civile et la perspective de genre pour parvenir à des analyses de risques pertinentes, des réponses ciblées au crime organisé.

Quel autre choix pouvons-nous faire pour briser le cycle de la violence engendré par la criminalité transnationale ?

En effet, tout commence par un seul choix fondamental : celui de faire de la prévention – le concept au centre du Nouvel Agenda pour la paix – une priorité politique. Car dans l’immédiat, il s’agit de contenir la propagation du crime organisé. Mais en même temps, nous devons dès maintenant éradiquer ses racines.

Prévenir veut dire bâtir la confiance des sociétés dans leurs institutions. Renforcer le cadre démocratique et l’État de droit. Respecter les droits humains sans faille, en ligne comme hors ligne. Et permettre à tous les membres de la société de devenir des agents de changement. Parmi ces derniers, les femmes sont souvent les piliers essentiels d’une communauté résiliente.

La Suisse a fait le choix de la prévention. C’est pourquoi nous soutenons, par exemple, l’ONG nigériane *Women’s Aid Collective* qui s’engage à prévenir la traite des êtres humains, en impliquant tant les chefs traditionnels et religieux que les influenceurs des médias sociaux.

C’est aussi pourquoi, au niveau international, la Suisse a co-fondé avec le Brésil et la Sierra Leone l’initiative *Pathfinders* pour promouvoir des sociétés pacifiques et ouvertes, en accord avec les Objectifs de développement durable. Dans ce cadre, mon pays s’engage à côté de 45 autres Etats pour la réduction par moitié de la violence mondiale jusqu’en 2030. Pour ce faire, nous misons également sur la recherche scientifique. En 2023, les *Pathfinders* ont réalisé trois études nationales sur le coût de la violence, dont une sur la Suisse. Une telle analyse permet d’identifier des mesures spécifiques au contexte pour prévenir et réduire la violence de manière efficace.

Monsieur le Président,

En fin de compte, l’ensemble de nos choix, de nos décisions déterminera si le crime organisé se propagera ou plutôt le développement durable et la paix.

Chaque pays est invité à s’engager davantage dans la prévention, en se dotant d’une stratégie nationale en la matière. Pour suivre la mise en œuvre des efforts nationaux, la communauté internationale peut utiliser le mécanisme de revue de la convention UNTOC.

Dans le cadre de cette convention, chaque Etat membre est invité à faire le choix de la coopération, avec ses Etats voisins et au sein de l’ONU, pour enrayer durablement le crime organisé. Les défis transnationaux requièrent une réponse multilatérale.

Enfin, faire le choix de la prévention et d’une paix durable, c’est placer les droits humains au cœur de nos efforts nationaux et multilatéraux.

Comme le soulignait le Haut-Commissaire aux droits de l’homme lors du débat ouvert sous présidence suisse en mai dernier : le respect des droits humains est la base de la confiance dans notre lutte contre les menaces à la paix et à la sécurité.

Le 75e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l’homme est une occasion clé pour nous unir derrière ce point de départ commun.

Car le meilleur antidote au crime organisé et à la violence reste une vie libre et digne, pour chacune et chacun. Faisons ce choix, et faisons-le maintenant.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mister President

Thank you for organizing this meeting. I also thank Secretary-General Guterres, Executive Director Waly, Professor Cammett and Ms Nyanjura for their remarks.

As we have heard, organized crime feeds on violence. It's a harmful cycle that often transcends borders. It jeopardizes the efforts of national governments and of this Council to promote peace and security.

The Security Council itself has recognized this. The Geneva-based Global Initiative against Transnational Organized Crime has done the math: in almost half of its resolutions in 2022, the Council mentioned organized crime and illicit markets.

But organized crime and the violence it engenders are not inevitable, Mister President. It's up to us, as political leaders, to deprive this harmful weed of its breeding ground.

Harmful, because violence sows fear in societies and erodes their confidence in the capacity of institutions.

Harmful, because violence undermines young people's prospects and increases inequality. Inequality between social strata, but also between genders.

Harmful, because criminal structures and patriarchal models of governance reinforce each other and foster sexual and gender-based violence, as today's presentations testify.

This leads us to the following conclusion: we must rely on civil society and the gender perspective to come up with relevant risk analyses and targeted responses to organized crime.

What other choice can we make to break the cycle of violence engendered by transnational crime?

Indeed, it all starts with one fundamental choice: to make prevention - the concept at the heart of the New Agenda for Peace - a political priority. For the immediate task is to contain the spread of organized crime. But at the same time, we need to eradicate its roots.

Prevention means building the confidence of societies in their institutions. Strengthening the democratic framework and the rule of law. Respecting human rights without fail, online and offline. And enabling all members of society to become agents of change. Among the latter, civil society and women are often the essential pillars of a resilient community.

Switzerland has opted for prevention. That's why we support, for example, the Nigerian NGO Women's Aid Collective, which is committed to preventing human trafficking, and involves traditional and religious leaders as well as social media influencers.

This is also why, at international level, Switzerland co-founded with Brazil and Sierra Leone the Pathfinders initiative to promote peaceful and open societies, in line with the Sustainable Development Goals. Within this framework, my country is committed, alongside 45 other countries, to halving global violence by 2030. To achieve this, we are also relying on scientific research. In 2023, the Pathfinders carried out three national studies on the cost of violence, including one on Switzerland. Such an analysis enables us to identify context-specific measures for effectively preventing and reducing violence.

Mister President,

Ultimately, all our choices and decisions will determine whether organized crime will spread, or whether sustainable development and peace will prevail.

Each country is invited to make a greater commitment to prevention, by adopting a national strategy in this field. To monitor the implementation of national efforts, the international community can use the UNTOC review mechanism.

Within the framework of this convention, each member state is invited to opt for cooperation, with its neighboring states and within the UN, to curb organized crime in the long term. Transnational challenges call for a multilateral response.

Finally, choosing prevention and sustainable peace means placing human rights at the heart of our national and multilateral efforts.

As the High Commissioner for Human Rights emphasized during the open debate under Swiss presidency last May: respect for human rights is the basis of confidence in our fight against threats to peace and security.

The 75th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights is a key opportunity to unite behind this common starting point.

For the best antidote to organized crime and violence is a free and dignified life for everyone. Let's make that choice, and let's make it now.

Thank you.